



Réforme des retraites

Tou·te·s en grève

le 19 janvier !

Le président de la République, Emmanuel Macron, et son gouvernement sont décidés à poursuivre la casse de nos droits. Après le Code du travail, après la représentativité syndicale dans l'entreprise, après l'assurance-chômage, c'est à notre système de retraite qu'ils s'attaquent ! Malgré leur échec en 2019, ils remettent le sujet sur la table, en affichant une détermination qui n'a d'égale que leur arrogance.

Mais nous pouvons les croire sur parole, quand il s'agit de leurs promesses de régression sociale. Leur projet de réforme des retraites, s'il venait à être adopté, marquera un recul sans précédent pour les droits des travailleurs et des travailleuses, avec la fin des régimes spéciaux – acquis de haute lutte pour compenser la pénibilité des métiers – et le recul de l'âge légal de départ à 64 ans.

Tous les salariés seront perdants, avec cette réforme ! Mais plus en-

core celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt, qui ont des carrières professionnelles hachées ou qui exercent des métiers pénibles, avec des conditions de travail difficiles.

Sur les plateaux télé et dans les journaux, le gouvernement et le patronat annoncent que cette réforme est indispensable pour l'équilibre de notre système de retraites. Pourtant, le Conseil d'orientation des retraites est on ne peut plus clair : le système n'est pas en danger, il n'y a aucune urgence financière à réformer quoique ce soit !

Seulement voilà, le gouvernement se moque de ces arguments. Sa réforme est politique et ses motivations n'ont rien à voir avec un prétendu équilibre du système. Ce qu'ils veulent, c'est détruire un peu plus les mécanismes de solidarité construits par le mouvement ouvrier, notamment après la deuxième guerre mondiale. Ce

qu'ils veulent, c'est gaver un peu plus le capital et les actionnaires, exploiter davantage les travailleurs et les travailleuses et nous faire payer leurs crises actuelles et à venir.

Pour le SGLCE-CGT, le SNJ-CGT et le BP-UFICT-CGT, cette réforme ne doit pas passer et les salariés de nos professions doivent se mobiliser vigoureusement pour la mettre en échec.

L'intersyndicale nationale, déterminée et unie comme jamais, appelle à une première journée d'action le jeudi 19 janvier 2023. Cette journée doit être réussie, elle doit être le puissant coup d'envoi d'un mouvement social de grande ampleur ! C'est pourquoi nos trois syndicats appellent les salariés à se mobiliser par la grève et la manifestation, ce jour-là, selon les modalités propres aux secteurs de chacun.

Paris, le 16 janvier 2023